

LA SANTE EST UN DROIT!

DEFENDONS L'HÔPITAL PUBLIC ET LA SECURITE SOCIALE

Investissez dans les pompes funèbres !

Grâce à Bachelot, La Fauchouse (et maintenant Xavier Bertrand) vous réaliserez des profits considérables.

Une ministre qui a résolu le problème des retraites, c'est Bachelot : supprimez la médecine de proximité, les hôpitaux, les maternités, maintenez seulement les médecins libéraux à dépassement d'honoraires et aussitôt, mathématiquement, tous ceux pour qui les déplacements sont difficiles ou impossibles- les vieux d'abord- tous ceux dont les ressources financières sont faibles- les vieux d'abord, les chômeurs et précaires juste derrière- meurent en grand nombre. **C'est ce qui s'appelle de la bonne gestion, de l'assainissement : les inutiles, les plus faibles, les accidentés de la vie, c'est la loi de la jungle capitaliste, tombent et ne se relèvent pas.**

Un seul problème pour les investisseurs de pompes funèbres : ces miséreux pourront-ils payer leurs funérailles ? On va bien inventer, c'est le progrès, un moyen propre et bon marché d'évacuer les déchets... à vrai dire, c'est ainsi qu'avaient commencé les mutuelles, les vraies, celles qui ne cherchaient pas le profit mais l'entraide: pour avoir des funérailles décentes puis pour promouvoir la santé. Las ! Concurrence déloyale ! Un secteur sans profit, pour le bien public ! Et on casse : à côté des vraies, s'appellent désormais mutuelles des entreprises aux placements plus ou moins heureux qui rendent leur devenir hasardeux... confusion. Et on supprime les centres de santé, et on ne remplace pas les personnels des hôpitaux, et on n'habilite que très peu de médecins dans certaines spécialités (28 nouveaux gynécologues pour toute la France cette année), et on récupère terrains et bâtiments pour faire des hôtels de luxe et de chics palais des congrès (Mutualité, menaces sur l'Hôtel-Dieu, la Pitié-Salpêtrière, Saint-Vincent-de-Paul). Allez, braves gens, soyez riches ou ne soyez pas.

Pour nos retraites comme pour notre santé

Partageons les richesses dans l'intérêt de tou-te-s

La logique comptable entraîne un transfert de coût de la santé sur les malades. **Forfaits, franchises médicales, déremboursements, dépassements d'honoraire... les mots sont nombreux.** Mais le mal est unique. **Il est devenu de plus en plus cher de se soigner.** Et puis, maintenant non seulement on ne peut plus se soigner par manque d'argent. Mais on ne peut même plus trouver de médecin à la campagne ou en banlieue. Au fait, c'est quoi, la logique comptable ? C'est permettre aux grandes firmes multinationales des assurances privées de capter le marché de l'assurance maladie. **C'est aussi permettre aux grands groupes de l'hospitalisation privée de faire des bénéfices pour les jouer en bourses.** Ainsi, la Générale de Santé a versé 400 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2007!

Après des années de restriction budgétaire, les hôpitaux sont au bord du dépôt de bilan. On nous fait croire qu'il s'agit d'une mauvaise gestion. Mais quand trop d'établissements rencontrent les mêmes difficultés : l'évidence s'impose. Le budget attribué à la santé par la loi de financement de la sécurité sociale est franchement insuffisant. Nicolas Sarkozy et ses amis viennent de dégager des milliards d'euros pour sauver les financiers. Ils doivent faire preuve d'autant de largesse pour sauver l'hôpital public.

La France a pu s'enorgueillir d'avoir l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. L'hôpital public est au coeur de cette réussite. Les soignants sont compétents, dévoués, porteur d'une éthique forte. Des années de récession hospitalière les épuisent. Notre pays, cinquième puissance mondiale doit sortir de la crise dans laquelle les logiques comptables l'ont enfoncé. Il faut les moyens de sauver l'hôpital public.

Le besoin de financement de la sécurité sociale est de 21,4 milliards. Est-ce parce que les patients dépensent trop ? Parce qu'ils sont trop malades ? Parce qu'ils sont trop bien soignées ? Ou bien parce que le gouvernement fait le choix de ne pas trouver les moyens de paiement nécessaires ? La France n'a jamais été aussi riche et pourtant nous serions incapables de payer à tous l'accès aux soins.

Dépenses de santé

Les Français trop dépensiers ?

La réduction de l'offre de soins est justifiée par des campagnes de culpabilisation : les malades demandent trop de soins. Pourtant les derniers chiffres de l'OCDE (de 2007) montrent que les Français dépensent moins en matière de santé.

Dépenses de santé par habitants et par mois :

- Etats-Unis : 446 euros

- Norvège 289 euros

- Pays-Bas : 234 euros

- Autriche : 230 euros ;

- France : 220 euros

- Allemagne : 219 euros.

Il n'y a pas d'abus dans les dépenses. **Les Français**

dépensent deux fois moins que les Américains pour leur santé,

alors que grâce à notre système de protection sociale chacun peut avoir accès à des soins de qualité, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis, où n'existe pas de sécurité sociale universelle. **Parmi les assurés de 11 grands pays industriels, un tiers des Américains ont renoncé à se faire soigner et 20% des patients ont du mal à payer les soins (en France: ce sont 9%)**

Plan de Financement de la Sécurité Sociale pour 2011 : Le gouvernement prévoit un nouveau recul de nos droits !

L'Assemblée nationale, puis le Sénat votent en ce mois de novembre le plan de financement de la sécurité sociale pour l'année 2011. La droite et le gouvernement font le choix de réduire les financements et donc de réduire la qualité des soins, plutôt que d'assurer le paiement des soins nécessaires à la population :

- Déremboursement d'un grand nombre de médicaments.
- Passage de 35% à 30% du taux de remboursement des médicaments à vignettes bleues.
- Limitation du remboursement à 100% des soins pour le diabète et l'hypertension.
- A l'hôpital, les patients paient 20 % sur les actes jusqu'à 91 euros, au delà s'applique une franchise de 18 euros. Le PLFSS 2011 prévoit de relever ce seuil de 91 à 120 euros.

En Ile-de-France et à Paris une qualité de soins dégradée !

En Ile-de-France et notamment dans le 5^e arrondissement de Paris, ces réformes ont des effets pour la population :

- Fermeture sine die du Centre de santé de la Mutualité qui assurait 220 000 actes par an.
- Fermeture des maternités Saint Vincent de Paul et Trousseau
- Fermeture de quatre centres IVG en Ile de France, dont celui de l'hôpital Tenon à Paris
- Il ne restera bientôt que deux hôpitaux pédiatriques à Paris : Necker et Debré
- Menace de spéculation foncière sur l'Hôtel-Dieu, Saint Vincent-de-Paul et la Pitié-Salpêtrière
- Fermeture de nombreux services d'urgence Broussais, Laënnec, Boucicaut, Rothschild et Saint Louis pour les adultes, Hérold, Bretonneau et Saint Vincent de Paul pour les enfants.
- Pour toute l'AP-HP plan pluriannuel de suppressions de 4 000 postes.

REUNION DEBAT PUBLIQUE

Lundi 6 décembre 2010 à 19 h

A l'Ecole Normale Supérieure

45 rue d'Ulm Paris 5^e

Amphithéâtre Rataud

Metro Place Monge ou Cardinal Lemoine, RER Luxembourg, Bus 21, 27, 38, 86, 89

Avec

Marise DANTIN, secrétaire générale de la CGT de l'Hôpital Cochin

**Gérard LEBLANC, militant mutualiste, spécialiste des questions de
santé au travail dans les fonctions publiques territoriales**

**Nora TENENBAUM, médecin, membre de Coordination des
associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC)**

Comité du Parti de Gauche du 5^e arrondissement
Pour nous contacter : pg-paris5@lepartidegauche.fr
06 30 28 04 19
<http://75.lepartidegauche.fr/>

Ne pas jeter sur la voie publique. IPNS.

